



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/43/L.55  
15 novembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

Quarante-troisième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Pologne et République socialiste soviétique de Biélorussie : projet de résolution

#### Etat de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/142 du 13 décembre 1985, 41/147 du 4 décembre 1986 et 42/133 du 7 décembre 1987,

Rappelant également les résolutions 1986/18 1/, 1987/25 2/ et 1988/28 3/ de la Commission des droits de l'homme, en date des 10 mars 1986, 10 mars 1987 et 7 mars 1988 respectivement,

Rappelant sa résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948, par laquelle elle a approuvé et soumis à la signature et à la ratification ou à l'adhésion la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide,

Réaffirmant sa conviction que le génocide est un crime violant les normes du droit international et contraire à l'esprit et aux fins de l'Organisation des Nations Unies,

---

1/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1986, Supplément No 2 (E/1986/22), chap. II, sect. A.

2/ Ibid., 1987, Supplément No 5 (E/1987/18 et Corr.1), Chap. II, Sect. A.

3/ Ibid., 1988, Supplément No 2 (E/1988/12), Chap. II, Sect. A.

Convaincue que la coopération internationale est nécessaire pour libérer l'humanité de ce crime odieux,

Reconnaissant que le crime de génocide a fait subir à l'humanité d'importantes pertes,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général 4/,

1. Condamne à nouveau vigoureusement le crime de génocide;
2. Réaffirme que la coopération internationale est nécessaire pour libérer l'humanité de cet odieux fléau;
3. Note avec satisfaction que de nombreux Etats ont ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ou y ont adhéré;
4. Exprime sa conviction qu'il est indispensable que tous les Etats appliquent les dispositions de la Convention pour prévenir et réprimer le crime de génocide;
5. Prie instamment les Etats qui ne sont pas encore parties à la Convention de la ratifier ou d'y adhérer sans plus tarder;
6. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'état de la Convention, à sa quarante-quatrième session.

-----